

Hauts-de-Seine : sept centres des impôts et 19 trésoreries municipales vont fermer

Un projet de réorganisation du réseau des services de proximité des finances publiques prévoit de nombreuses fermetures d'ici 2022, compensées par des « accueils de proximité ».



Nanterre, mardi 25 juin 2019. Une cinquantaine d'agents des finances publiques se sont mis en grève contre cette restructuration. [DR](#)

Par **Florence Hubin**

Le 25 juin 2019 à 17h11, modifié le 25 juin 2019 à 18h47

Du nord au sud du département, mais surtout à Nanterre, le plus important centre des Hauts-de-Seine, des agents des finances publiques ont répondu ce mardi à l'appel à la grève lancé par trois syndicats (CGT, Solidaires, FO) pour dénoncer un vaste projet de réorganisation actuellement soumis aux élus locaux.

A Nanterre, devant le bâtiment Tivoli, ils étaient une cinquantaine à suivre le mouvement. « Depuis les manifestations des Gilets jaunes, le gouvernement dit vouloir remettre plus de services de proximité sur les territoires, mais Gérard Darmanin (ministre de l'Action et des Comptes publics) va fermer sur les Hauts-de-Seine 19 trésoreries, huit services des impôts aux particuliers sur 16, et six services aux entreprises sur 15 ! », déplore un représentant syndical.

Quelles sont les villes qui doivent perdre leur centre

Dix-neuf trésoreries municipales -elles encaissent les recettes des collectivités locales, comme le paiement des cantines, des garderies ou des crèches- vont être rayées à Antony, Asnières, Bagneux, Boulogne, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Issy-Vanves, Meudon, Montrouge, Nanterre, Neuilly, Puteaux, Rueil, Sceaux, Saint-Cloud et Villeneuve-la-Garenne. A la place, quatre « services de gestion comptable » seront créés.

Huit des 16 centres des Services des impôts aux particuliers (SIP) fermeront, à Asnières, Clichy, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois, Saint-Cloud, Suresnes et Vanves.

Neuf des 15 Services des impôts aux entreprises (SIE) doivent aussi suivre le mouvement, il s'agit de ceux de d'Asnières, de Clichy, Colombes, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois, Sèvres, Suresnes, et Vanves.

Ce qui fait sept centres des impôts (SIP + SIE) menacés d'une fermeture totale dans les communes d'Asnières, de Clichy, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Suresnes et Vanves.

A la place, des « accueils de proximité »

Dans une lettre adressée au président de l'association des maires des Hauts-de-Seine et maire (LR) de Suresnes Christian Dupuy, Gérard Darmanin indique vouloir mettre fin à une « mauvaise méthode ». Qui consistait depuis 2012 à fermer des services de proximité sans informer la population et les élus, et sans prévoir d'accueils dans d'autres lieux...

Gérard Darmanin annonce donc vouloir, malgré les fermetures prévues, augmenter les implantations de services locaux des finances publiques en créant des « accueils de proximité ».

Quinze de ces accueils sont envisagés à Antony, Asnières, Bagneux, Châtillon, Clamart, Clichy, Courbevoie, Issy-les-Moulineaux, Levallois, Puteaux, Rueil, Saint-Cloud, Suresnes, Vanves et Villeneuve-la-Garenne.

Ces points de service seront tenus par des agents de la direction départementale des finances publiques, mais pourraient être hébergés par les mairies ou d'autres lieux mis à disposition par les communes.

« On ne peut pas reprocher à l'Etat de faire des économies, reconnaît Christian Dupuy, même si à l'arrivée, il y aura moins de sites. Mais si tout se fait en concertation avec les élus, on devrait pouvoir maintenir le service à la population. »

Contactée, la direction départementale des finances publiques du 92 précise que « le projet est soumis à concertation jusqu'à l'automne, et qu'aucune décision définitive n'a été prise ».

Vive la Lutte
Continuons avec
nos camarades du 92